

Vers la paix sociale !...

À la faveur de la guerre impérialiste qui ravage les continents, les hommes d'État, les politiciens et journalistes prétendent avoir fait une découverte : que les conflits entre les États, entre les peuples, peuvent être désormais évités par la réalisation d'une véritable paix sociale.

Et tous les plumitifs du journalisme, les ténors de la politique et les porte-paroles officiels, de clamer leurs sentiments généreux et égalitaires en proposant, pour guérir le mal dont souffre actuellement le corps social, les remèdes les plus invraisemblables.

Depuis 1940 – pour ne pas remonter plus loin en arrière – l'avons-nous assez entendue, cette phraséologie grandiloquente, flatteuse pour le peuple, faite de slogans surannés, tels que « La disparition de la condition prolétarienne » ou autres balivernes du même cru. Dans cette surenchère démagogique, seule la mauvaise foi peut l'emporter sur la stupidité.

Vichy ayant perdu son titre de capitale par intérim, et la personne du maréchal Pétain se trouvant hors de France, les formules hypocrites lancées par ce vieux mégalomane gâteux sont reprises par certains de ses successeurs au pouvoir, avec un esprit d'application remarquable.

Que les travailleurs ne s'inquiètent pas, ils ne sont pas oubliés. Pour réaliser cette « paix sociale », qui doit à l'avenir éliminer les risques de guerre, on est prêt, en haut lieu, à tous les sacrifices. Et tous les hommes de main du régime de brigandage qui opprime et affame tout un peuple, de répandre leurs théories – dont ils connaissent tous les méfaits.

Ce n'est plus la Charte du Travail qui est à l'honneur ; ce sont les réformes de structure avec, pour première étape, la nationalisation des industries-clefs. La caporalisation de la

classe ouvrière ne perd rien dans l'affaire. Et, à défaut de liberté individuelle, le travailleur connaîtra cette sécurité de l'emploi qui est aussi la certitude d'une médiocrité contre laquelle sa dignité doit le pousser à se dresser. Dès avant cette guerre, les chemins de fer ont été nationalisés. Pourrait-on nous dire ce qu'y ont gagné les usagers et les travailleurs du rail ?

Ce sont aussi les augmentations de salaires – avantages combien éphémères ! – immédiatement suivies (quand elles ne sont pas précédées) d'une montée en flèche des prix, qui aboutit, en fait, à une réduction du pouvoir d'achat des salariés.

C'est la grande embrassade des frères ex-ennemis réalisant l'Union nationale ; c'est le reniement de tout internationalisme prolétarien, le renoncement à la lutte contre les adversaires avoués de la Révolution sociale. C'est la fraternisation des anticléricaux d'hier avec l'Église catholique dont on feint, dans les milieux de « gauche », d'ignorer ou de ne pas redouter le rôle néfaste. Le « Populaire » et l'« Humanité » s'évertuent même à établir que le socialisme se confond avec catholicisme bien compris.

C'est la déformation des idées les plus nobles : liberté d'expression signifiant aujourd'hui que l'on ne peut exprimer librement une pensée que si elle est du goût officiel, et un journal ne pouvant être pleinement autorisé de paraître que s'il est prêt à soutenir la politique gouvernementale sur les grands problèmes de l'heure.

C'est la glorification du travail et des vertus « familiales » ; de la vie sagement pastorale ; refrains entonnés par Daladier et Reynaud en 1939, repris par l'équipe pétaniste en 1940, que les officiels et autres charlatans entonnent actuellement pour amener la partie la plus déshéritée de la population à accepter des mesures restrictives et militaires, dont la sévérité n'atteindra pas, dans leur chair, dans leur

bien-être, les détenteurs du pouvoir et de la fortune.

Les promesses de toutes sortes, faites par un ramassis de bonimenteurs sans vergogne, convaincus de leur cupidité, à un peuple dont la crédulité n'a d'égale que le manque d'énergie, contribuent largement à faire endurer patiemment par celui-et les épreuves les plus pénibles, sans que souffle en lui l'esprit de révolte.

Nous dénonçons la duperie de tous ces profiteurs de misère dont la mission consiste à endormir une population qui aurait mille raisons de se montrer insatisfaite. Tous lui promettent des améliorations substantielles par voie légale, alors qu'ils ne se font aucune illusion sur ce que peut donner la légalité en cette matière.

Leur malhonnêteté n'est plus à démontrer, et nous ne leur ferons pas l'injure – ou l'honneur – de les taxer d'ignorance.

L'ignoble démagogie à laquelle se livrent ces férus de théories ahurissantes nous répugne. Et dûssions-nous heurter quelques susceptibilités, nous affirmons que les travailleurs n'ont rien à attendre de ces phraseurs et artistes de tribune. L'État, sur lequel on veut les habituer à compter, ne leur apportera rien. Ils n'obtiendront que ce que leur volonté de vivre décemment leur dictera d'exiger de ceux qui les briment et les exploitent.

La guerre est à l'origine de beaucoup des grands maux dont ils souffrent aujourd'hui et dans l'état présent de l'économie, des possibilités de production, des moyens de transports, aucun mieux-être sérieux ne peut être réalisé du jour au lendemain.

Mais si la guerre a des conséquences si cruelles, cela ne doit pas faire oublier qu'elle est elle-même l'effet d'une cause que le prolétariat ne doit pas méconnaître et que lui seul peut détruire : le capitalisme et son corollaire, l'État. La paix sociale, c'est dans la disparition de ces deux fossoyeurs

qu'elle réside.

Le Libertaine